

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

Coup d'État en Mauritanie

Le président renversé par les militaires

-- Archives - 2008 - 2008-08 - 2008-08-07 --

La Mauritanie vient de vivre son troisième coup d'Etat depuis son indépendance. Le premier président, élu démocratiquement en mars 2007, a été en effet déposé hier par la junte militaire.

Sidi Ould Cheikh Abdallahi, désigné comme l'homme de l'armée, a été arrêté par un commando de militaires hier à 10h au Palais présidentiel, ainsi que son Premier ministre et le ministre de l'Intérieur qui ont été surpris dans leur bureau. Le principal instigateur de ce putsch est bien le général Mohamed Ould Abdel Aziz, démis dans la matinée de ses fonctions de commandant de la garde présidentielle du président mauritanien.

C'est ce qu'a déclaré à l'AFP le porte-parole de la présidence, Abdoulaye Mahmadou Ba. « Le général Ould Abdel Aziz, chef d'état-major particulier du président et commandant de la garde présidentielle, démis de ses fonctions dans la matinée, est le meneur du coup d'Etat, en réaction à son éviction », a-t-il indiqué, soulignant que « le président de la République Sidi Ould Cheikh Abdallahi a démis la matinée un décret nommant quelques nouveaux officiers au niveau de la garde présidentielle, de l'état-major national et la garde nationale. Mais, Mohamed Ould Abdel Aziz et deux autres généraux ont refusé d'obtempérer à l'ordre présidentiel et sont entrés en rébellion contre l'ordre constitutionnel », a précisé, toujours à l'AFP, le porte-parole de la présidence. « Cela s'est fait sans violence pour la bonne raison que ce sont des éléments putschistes qui assuraient la sécurité du président », a poursuivi la même source. Les généraux Ould Cheikh Mohamed Ahmed et Mohamed Ould Abdel Aziz étaient les deux membres du conseil militaire de transition qui avaient conduit de 2005 à 2007 la transition démocratique en Mauritanie, sous la férule du colonel Mohamed Val.

Ces généraux ont été promus récemment par le président déchu avant que ce dernier ne tombe en disgrâce de la junte militaire. Juste après le coup d'Etat, la police a fermé le siège du Pacte national pour la démocratie et le développement (PNDD), parti du président renversé Sidi Ould Cheikh Abdallahi. L'aéroport de Nouakchott a également fermé. Ce coup d'Etat vient ainsi aggraver la crise politique dans laquelle patauge le pays depuis des mois. Les putschistes justifient leur acte par l'incapacité avérée du président à gérer la situation de crise. Selon le porte-parole des parlementaires « frondeurs » dont 48 ont démissionné mardi, le député Sidi Mohamed Ould Maham a souligné que le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi faisait « les frais de ses mauvaises décisions ». Il estime ainsi que « par sa décision portant éviction des généraux, le président Abdallahi s'est attaqué de front à l'armée qui a réagi pour le déposer et, en quelque sorte, il fait les frais de ses mauvaises décisions ». Ces députés contestataires avaient auparavant demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire visant la fondation de l'épouse du président, accusée de détournements de fonds publics. Les putschistes se sont organisés en Conseil d'Etat transitoire chargé de redresser la situation et de préparer le terrain pour la désignation d'un nouveau président. Ce nouveau coup d'Etat jette l'émoi dans la rue mauritanienne. Des habitants sont sortis quelque temps après l'annonce de la nouvelle pour manifester dans les rues de Nouakchott contre la déposition du président Abdallahi. Ils considèrent cela comme un retour en arrière dans le processus de démocratisation de la Mauritanie. Un processus qui semble se terminer en queue de poisson.